



**Au:** Très honorable Justin Trudeau, C.P., député, Premier ministre du Canada

**Cc:** L'honorable Steven Guilbeault, C.P., député, Ministre de l'Environnement et du Changement climatique  
L'honorable Jonathan Wilkinson, C.P., député, Ministre des Ressources naturelles  
L'honorable Chrystia Freeland, C.P., députée, vice-première ministre et ministre des Finances

**Date:** 23 mars 2022

Monsieur le Premier Ministre,

Nous sommes solidaires avec le peuple ukrainien et les victimes de la guerre dans le monde entier, et nous vous exhortons, vous et votre cabinet, à résister aux demandes du lobby pétrolier et gazier en faveur de politiques courtermistes visant à accroître la production et les infrastructures pétrolières et gazières.

**Nous vous demandons d'adopter rapidement les politiques climatiques que votre gouvernement a promises qui sont compatibles avec une trajectoire de 1.5°C, de mettre en œuvre une taxe exceptionnelle sur les bénéfices croissants du pétrole et du gaz et de rediriger ces revenus vers les communautés et les familles qui en ont besoin.**

Cette crise a rappelé au monde entier à quel point notre dépendance aux combustibles fossiles nous rend vulnérables. La dépendance des pays occidentaux aux combustibles fossiles a contribué à financer l'invasion de la Russie et crée des souffrances indicibles en Ukraine. En même temps, la crise climatique provoque des inondations, des sécheresses, des vagues de chaleur et des incendies de forêt qui bouleversent la vie de millions de personnes, comme le démontre le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

**La seule façon d'assurer la sécurité énergétique et la protection du climat est de briser notre dépendance au pétrole et au gaz et d'accélérer la transition mondiale vers des énergies stables et renouvelables.**

D'autres pays occidentaux se rendent rapidement compte que la sécurité énergétique passe par une transition énergétique. La dernière chose que les pays européens souhaitent faire est d'accroître leur dépendance envers de combustibles fossiles étrangers volatils. Les plans de l'Allemagne, de la Commission européenne et de l'Agence internationale de l'énergie, bien qu'imparfaits, reconnaissent tous que le moyen le plus rapide, le plus économique et le plus sûr d'assurer la sécurité énergétique est d'accroître les mesures d'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Comme le Canada, la position des États-Unis en tant que pays producteur de pétrole et de gaz (où la production n'a jamais été aussi élevée) ne les met pas à l'abri des chocs de prix d'un marché mondial turbulent. L'administration Biden a jusqu'à présent résisté à l'augmentation de sa production de pétrole et de gaz et à l'assouplissement des réglementations environnementales, soulignant plutôt que « le moyen d'éviter les prix élevés du gaz est d'accélérer - et non de ralentir - notre transition vers un avenir énergétique propre » (traduction libre).

Construire davantage d'infrastructures fossiles - comme le projet Bay du Nord - n'influencera pas les prix ou l'offre aujourd'hui ; cela ne fera que nous enfermer dans la production de combustibles destructeurs pendant des décennies après que la demande ait atteint son pic, risquant ainsi de laisser des actifs échoués et conduisant le monde vers des changements climatiques catastrophiques. Les lobbyistes de l'industrie tentent de présenter le gaz naturel liquéfié (GNL) comme une énergie de transition propre ; cependant, non seulement le GNL peut être presque aussi polluant que le charbon, mais les projets prennent des années, souvent une décennie, avant d'être mis en service.

En outre, le fait que le Canada extraie davantage de pétrole et de gaz ne peut tout simplement pas être considéré comme éthique. Les bassins de décantation des sables bitumineux - des fosses à déchets tentaculaires de presque du double de la taille de Vancouver - rejettent des substances extrêmement toxiques dans les eaux souterraines, polluant ainsi les terres autochtones et l'eau potable. Les projets d'extraction de ressources sont liés à la violence contre les femmes et les filles autochtones, comme l'a souligné l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Étant donné que la fenêtre d'opportunité pour assurer un avenir vivable et durable pour tous est brève et se referme rapidement, comme nous le rappelle le rapport du GIEC, la réduction de la production d'énergies fossiles ne peut plus être retardée.

Nous vous exhortons à :

- **Mettre en place une taxe sur les bénéfices exceptionnels du secteur pétrolier et gazier, qui montent en flèche.** L'augmentation du prix du carburant fait grimper des factures d'épicerie déjà élevées, menaçant la sécurité alimentaire des communautés éloignées et autochtones. Les compagnies pétrolières et gazières ne doivent pas être autorisées à faire des profits pendant que les gens en subissent les conséquences. Une taxe exceptionnelle sur le pétrole et le gaz, telle que celle proposée par la Commission européenne, devrait rediriger les revenus vers les communautés et les familles les plus touchées par la hausse des prix.
- **Mettre rapidement en œuvre votre engagement pris lors de la COP26 de plafonner les émissions du secteur pétrolier et gazier aux niveaux actuels.** Jusqu'à présent, le secteur le plus émetteur du Canada a pollué en toute impunité, laissant les autres secteurs, les travailleurs et les consommateurs compenser le manquement des compagnies pétrolières et gazières à faire leur juste part. Le plafond sur le pétrole et le gaz en cours d'élaboration doit exiger de l'industrie des combustibles fossiles qu'elle assume sa juste part de l'effort climatique en réduisant ses émissions d'au moins 60 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2030. Pour que votre promesse de plafonner les émissions aux niveaux actuels soit crédible, les nouveaux projets d'extraction - qui par définition

ajoutent de la pollution à l'atmosphère - doivent être rejetés par votre cabinet, y compris Bay du Nord.

- **Soutenir les travailleurs et les communautés à travers une transition juste.**

Les travailleurs méritent d'avoir des certitudes quant à leur avenir. Les recherches montrent que la plupart des travailleurs du secteur pétrolier et gazier sont intéressés par une formation pour des emplois dans l'économie propre - mais nous avons besoin d'un plan pour y parvenir. La Loi sur la transition équitable promise par le gouvernement doit mettre en place un groupe de travail consultatif auquel les syndicats sont parties prenantes, et le financement qui accompagne la Loi doit être augmenté - le Fonds pour l'avenir de 2 milliards de dollars canadiens promis pendant la campagne électorale est un début, mais les montants devront être considérablement augmentés pour financer la transition.

La crise humanitaire en Ukraine ne doit pas servir de prétexte pour justifier l'expansion des industries extractives destructrices, ni pour renforcer l'impérialisme, le militarisme et le nationalisme. Au contraire, elle doit galvaniser la coopération et la solidarité mondiales face à des crises qui se croisent. Comme la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine a montré avec quelle rapidité les gouvernements peuvent agir - et agir ensemble - dans une situation d'urgence. Nous vous demandons d'appliquer cette même urgence à la crise climatique et de faire tout ce qui est nécessaire pour préserver la sécurité des personnes et de notre planète.

Sincèrement,

Signé par Sylvie Berthiaume

porte-parole de Solidarité pour l'Environnement à Sutton